



Bureau national

Compte rendu approuvé de la réunion du 8 décembre 2012

Membres du bureau présents : Monique Cerisier ben Guiga (présidente), Gérard Martin (secrétaire général), Michèle Bloch (trésorière), Mehdi Benlahcen, Cybèle Bouteiller, Catherine Libeaut.

Sénateurs invités présents : Jean-Yves Leconte, Richard Yung.

Permanentes du siège présentes : Isabelle Chardonnet, Laurence Deglane, Mélina Frangiadakis.

La séance est ouverte à 9h30. Elle est présidée par Gérard Martin, secrétaire général.

1) Compte rendu du dernier Bureau national approuvé par courriel

Le compte rendu du BN du 20 octobre a déjà fait l'objet d'une approbation par courrier électronique. Diffusion : au CA, dans le coin des responsables de sections, aux parlementaires et conseillers AFE.

2) Démission et remplacement de Boris Faure

Le Secrétaire général constate la démission de Boris Faure. Le BN prend acte de sa démission. Les membres du CA seront destinataires d'un appel à candidatures. Gérard Martin rappelle que Marie-Pascale Avignon-Vernet avait été candidate fin août 2011 pour être membre du Bureau. Elle a une solide connaissance de l'association.

L'appel à candidatures sera envoyé du siège lundi 10 décembre. Les candidats devront se faire connaître au plus tard le vendredi 14 décembre, délai de rigueur. Le vote se fera par mail la semaine suivante. Gérard Martin rédigera l'appel à candidatures et une lettre officielle de remerciement à Boris.

3) Visite de Monique Cerisier ben Guiga et Michèle Bloch à Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21 novembre

La présidente explique qu'il s'agissait d'une visite brève et courtoise dont les membres du Bureau ont reçu un compte rendu. Monique Cerisier ben Guiga et Michèle Bloch ont beaucoup défendu le réseau consulaire et ont évoqué la réforme de l'AFE. Elles ont insisté sur le fait qu'à ce stade la réforme des bourses n'était ni socialement ni politiquement efficace.

4) Compte rendu du rendez-vous avec Monsieur Daniel Lequertier, ambassadeur de France, chargé d'une mission de réflexion sur le réseau consulaire.

Ce rendez-vous s'inscrivait dans le cadre de la préparation du rapport de Daniel Lequertier sur l'avenir du réseau consulaire. Monique Cerisier ben Guiga et Michèle Bloch ont fait valoir que trop de consulats avaient déjà été supprimés alors que ce sont des postes d'observation politique, économique et diplomatique. Elles ont proposé de maintenir ce réseau sous des formes qui peuvent être diversifiées (un agent consulaire dans un institut culturel ou une chambre de commerce...) et d'améliorer le service grâce aux nouvelles technologies mais de cesser la suppression d'emploi qui est préjudiciable, depuis plusieurs années, à la qualité minimale de service public.

5) Point financier

Isabelle Chardonnet signale qu'il y avait fin novembre davantage de cotisations versées au siège par rapport aux années précédentes.

Michèle Bloch fait un point de trésorerie dont on peut retenir dépenses et recettes suivantes :

- **Coût du magazine N° 171** = 6 700 € (Impression : 2 455 € ; Routage : 1 296 € HT
Expédition Destineo Monde : 2 524 € ; Publissimo : 1 022 €).
- **Investissements effectués en 2012 :**
Vidéoprojecteur ACER : 419 €
Ordinateur de sauvegarde Dell : 698 €
Ordinateur bureau Dell : 1 157 €
- **Newsletter / Mail Pro** : jusqu'en mai 2013 nous avons un abonnement de 500 000 envois/mois pour 6 900 €, la proposition de Mail pro pour un abonnement de 1 million est de 8 550 €/an.
- **Contributions des élus AFE** : 40 570 € contre 43 000 € à la même date l'an dernier.
- **Contribution des députés** : Corinne Narassiguin est la seule à contribuer au fonctionnement de l'association à ce jour. Pouria Amirshahi souhaitait contribuer par le biais de la réserve parlementaire, ce qui risque d'être problématique pour l'obtention de la subvention de notre association.

6) Assemblée des Français de l'étranger

Richard Yung fait savoir que les parlementaires ont eu deux réunions avec le cabinet d'Hélène Conway-Mouret. Le projet qui leur a été décrit est le suivant :

La réforme porte sur la création de comités consulaires dans chaque circonscription consulaire (130). Serait élu un conseil consulaire de 1 à 9 membres en fonction du nombre de Français dans la circonscription. Le conseil consulaire serait présidé par le chef de poste (ambassadeur ou consul). Il reprendrait les attributions des différentes commissions (sécurité, bourses, emploi, action sociale, anciens combattants...). Au total, on arriverait à peu près à 430 conseillers consulaires élus par scrutin de listes à la proportionnelle.

Les conseillers AFE sont des conseillers consulaires élus par leurs pairs. 81.

L'AFE aurait des responsabilités assez proches de l'actuelle assemblée. Elle sera consultée sur le budget (programme 151) après les arbitrages du gouvernement au mois d'octobre mais avant la discussion parlementaire.

L'AFE élira son président. Les membres qualifiés seront supprimés. L'AFE sera composée uniquement d'élus. Les parlementaires seront invités mais sans droit de vote. Le ministre sera invité et fera un rapport d'activité annuel à l'AFE.

L'AFE pourra être consultée sur toute une série de questions : elle reste une assemblée consultative.

On reste dans l'enveloppe de 3,4 M€. Les indemnités seront réparties autrement. Frais de déplacement pour aller à Paris une ou deux fois par an et une fois tous les six ans pour l'ensemble des conseillers consulaires qui élisent les sénateurs.

Le collège sénatorial serait composé de 430 conseillers consulaires et, dans certaines circonscriptions, des grands électeurs choisis parmi les candidats qui figurent sur la liste.

L'élection sénatoriale pour les Français de l'étranger aurait lieu en une fois tous les six ans.

Idem pour les conseillers consulaires.

Calendrier prévisionnel : faire l'élection à l'AFE le plus tôt possible (mars/avril) en 2014 de façon à laisser 3-4 mois de campagne pour les sénatoriales.

Jean-Yves Leconte considère qu'une incertitude juridique subsiste car il n'y aura pas de vote dans les deux chambres avant le 31 décembre pour le report de l'élection AFE.

Donc, à ce stade, Français du monde-adfe n'est toujours pas fixée sur la date de l'élection AFE. Le report est probable mais le cabinet de la ministre ne donne pas de réponse ferme sur ce point. Français du monde-adfe est donc obligée de fonctionner comme s'il y avait des élections en 2013 tant qu'il n'y a pas de contre-ordre officiel.

Monique Cerisier ben Guiga remarque que les présidents de sections, lorsqu'ils s'expriment, sont favorables aux conseillers consulaires car ils préféreraient avoir un statut d'élus pour être reconnus par le consulat.

Elle estime aussi que le mécontentement des conseillers du groupe Français du monde-adfe à l'AFE est un danger pour l'association.

Laurence Deglane observe qu'une petite dizaine de circonscriptions ont déjà envoyé des listes de candidats et se sont organisées. Elles attendent un retour de la part du siège.

Les listes pour lesquelles la désignation est régulière vont recevoir l'accord du BN par courrier. Celles qui ne satisfont pas aux règles sont rejetées (Israël, Beyrouth).

Un rappel du règlement sera envoyé par le Secrétaire général aux sections Israël, où les candidats semblent avoir été « nommés » et non « élus » d'après un courriel d'Isie Poznanski, et Beyrouth, où les candidats figurant sur la liste n'étaient pas à jour de cotisation à la dernière Assemblée générale.

La présidente est favorable à l'organisation de coordinations en Allemagne Nord et Allemagne Sud, à l'instar de celle qui se prépare à Vienne.

7) Réforme des bourses

Mehdi Benlahcen note que dans l'ancien système des bourses scolaires, il y avait des cas de bourses à 100 % très discutables. Pour lui, une réforme est donc bienvenue.

Monique Cerisier ben Guiga souhaiterait néanmoins que le Bureau national prenne une position disant que la réforme présente un défaut qui a été signalé à Laurent Fabius. Michèle Bloch préfère attendre la réunion de la CNB qui aura lieu le mercredi 12 décembre car c'est lors de cette réunion que les éléments définitifs seront connus.

Catherine Libeaut suggère d'organiser à l'occasion de l'Assemblée générale 2013 de Français du monde-adfe un atelier de formation destiné aux adhérents qui siègent dans les Commissions locales de bourses.

8) Communication et partenariats

▪ Magazine « Français du monde »

N°171 : « Pour une société moins individualiste », chez l'imprimeur au moment de la réunion du Bureau national. Numéro coordonné par Mélina Frangiadakis, rédactrice en chef, et Mehdi Benlahcen, en charge des affaires économiques au Bureau national.

Mélina Frangiadakis fait part du mécontentement de Lucien Bruneau quant aux contenus de ce numéro auquel il a contribué. Le Bureau national est solidaire de la rédactrice en chef et de sa conception qui n'est pas de faire de la communication politique dans le magazine mais d'informer les Français de l'étranger et de relayer les valeurs sur lesquelles notre association est engagée à travers les thèmes des dossiers.

▪ Forum des adhérents

Cybèle Bouteiller propose une charte modifiée qui est adoptée à l'unanimité.

Catherine Libeaut, jusqu'alors modératrice, voudrait être remplacée. Cybèle Bouteiller proposera à Djamel Bekkai de la remplacer.

▪ Webconférence

Catherine Libeaut, Michèle Bloch et Cybèle Bouteiller ont été déçues de la prestation qui, à l'heure actuelle, ne répond pas aux attentes techniques du Bureau national. L'interface ne fonctionne pas dans les pays où la connexion Internet est capricieuse. Les membres du Bureau soulignent également le coût élevé du service. Mélina Frangiadakis déclinera donc, au nom du Bureau national, la proposition commerciale de Mathieu Rochat.

▪ Expat Blog

Les membres du Bureau national donnent leur accord de principe à un partenariat avec le site Expatblog qui prendrait la forme d'un échange de visibilité. Ils souhaitent savoir sur quelle page du site Français du monde-adfe serait visible.

▪ Solidarité Laïque

Les membres du Bureau national sont favorables à la proposition de Dominique Thys d'instaurer sur le site www.francais-du-monde.org une chronique mensuelle de Solidarité Laïque sur des thèmes qui lui sont chers.

▪ Alternatives économiques

Faute de temps, Mélina Frangiadakis n'a pu rédiger la synthèse d'Alternatives économiques prévue chaque mois dans notre partenariat. Mehdi Benlahcen essaiera de rédiger chaque mois ce condensé d'article.

- **Amnesty international**

Cybèle Bouteiller doit relancer l'organisation pour aboutir à un échange de visibilité dont les modalités restent à définir.

- **Aigle Azur**

Dossier suivi par Mehdi Benlahcen. La compagnie a mis en place un partenariat local avec la section Portugal (10 billets d'avion offerts par an + réduction de 5 % pour les adhérents). Au niveau national, Mehdi Benlahcen doute de la faisabilité d'un tel partenariat. Mais rien n'empêche d'autres sections de passer le même accord localement.

- **Travelling to**

Dossier suivi par Mehdi Benlahcen. Il s'agit d'une société de location d'appartements à Lisbonne, Paris, Barcelone, Londres. Ils sont d'accord sur l'idée d'un partenariat car ils sont intéressés par l'idée d'être visibles sur notre site. Ils pourraient faire une réduction de 5 % à nos adhérents. Mélina Frangiadakis précise que l'utilisation des listes électorales consulaires nous empêche de leur donner de la visibilité sur notre newsletter. Les membres du Bureau national se prononcent plutôt pour des partenariats avec les sections des villes où cette société est présente.

9) Vie des sections

Laurence Deglane annonce la création de plusieurs sections et l'arrivée de nombreux nouveaux présidents de sections :

- **Création de sections :**

Beyrouth (présidente : Adeline NEUVILLE-GERMANOS)

Deir Al Kamar (région du Chouf) (président : Walid EL DAHOUK)

Laos (présidente : Myriam RAYEM)

Limbé, Cameroun : (président : Laurent LESERT)

Des contacts existent au Sri Lanka : Françoise HOUET (ex-section du Niger)

- **Nouveaux présidents de sections :**

Belgique (Patricia GRILLO)

Bénin (Françoise VARRIN)

Berlin (Natacha BOROUKHOFF)

Brasilia (Dominique LOUIS)

Centrafrique (Georges MATONGO)

Danemark (Philippe PUISAIS)

Pérou (Jean-Louis ERMOIRE)

Portugal (Mehdi BENLAHCEN)

République démocratique du Congo (Danièle DOBROVOLJEC)

San Francisco (Guillaume FORGET)
Togo (Rozenn BOTOKRO)
Turquie (Marie-Françoise CHITOUR)
Varèse (Catherine ABBAS-ANGER)

- **Organisation d'une coordination Europe centrale et orientale** à Vienne les 11 et 12 janvier.
- Monique Cerisier ben Guiga rappelle que les adhérents de nationalité étrangère à une section ne peuvent pas être comptabilisés comme adhérents au national.
- **Olivier Smadja** a reçu un courrier du Secrétaire général en date du 23 octobre stipulant qu'une éventuelle section à Jérusalem ne pouvait se constituer qu'avec des adhérents habitant Jérusalem Est. Olivier Smadja devait envoyer un rapport de l'assemblée générale constitutive de la section et les fiches dûment remplies des adhérents. Il n'a jamais donné suite à ce courrier. En conséquence, le Bureau national décide que le montant du chèque reçu pour les adhésions lui sera retourné comme annoncé dans le courrier.
- **Section Portugal** : le nouveau président de section, Mehdi Benlahcen, ne parvient pas à récupérer les cotisations de l'an dernier. Un courrier de relance doit être envoyé par le siège à l'ancienne trésorière (et en copie à l'ancien président) pour déplorer que les nouveaux président et trésorière de la section n'aient pas encore reçu de réponse positive à leurs demandes réitérées.
- **Section de Djibouti** : le Bureau national considère qu'il est impossible de faire coexister deux sections différentes à Djibouti. Gérard Martin le confirmera par courrier à Jean Meunier. Il décide de convoquer une assemblée générale de tous les adhérents de Djibouti dans la seconde quinzaine de février afin qu'un bureau unitaire soit constitué.

10) Questions diverses

- **L'AEFE.** Français du monde-adfe ne fait pas partie du Conseil d'administration. On a reçu un résumé très succinct de Chantal Picharles qui y siège en qualité d'élue AFE. A noter : l'AEFE déménage Place de Catalogne.

Budget 2013 :

Recettes : Dotation de l'Etat

Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » 425 millions d'€ pour l'AEFE (420,44 M€ après régulation).

Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » 110,3 M€ pour l'aide à la scolarité (103,682 M€ disponibles).

Le projet de loi de finances prévoit une réserve de précaution 0,5 % des crédits de dépenses de personnel et 6 % des autres crédits.

Recettes en provenance des établissements 207,85 M€ (+12%)

- Participation à la rémunération des personnels résidents (163,45 M€) +12 %

par rapport au BP 2012.

- Contribution assise sur les frais de scolarité des établissements en gestion directe et conventionnés 38 M€ soit + 10.5 % (à noter 80% mobilisés pour les pensions civiles alors que devait se décomposer en 3% pour les pensions civiles et 3% pour l'immobilier).

Les dépenses des services centraux sont de 733,677 M€ pour le fonctionnement (dont 588,3M€ de charges de personnel en augmentation de 4,35%) et 34,38 M€ pour l'investissement. Les pensions civiles 149,8 M€ continuent d'augmenter + 13,12 M€ en raison de l'augmentation des taux 68,92% en 2012, 74,60% en 2013.

Le nombre de poste d'expatriés est stable à 1 147, celui des résidents augmente légèrement +20 (5446) 75 recrutés locaux supplémentaires sont budgétés (4 160).

- **Programme FLAM.** L'AEFE a adressé à l'ensemble des associations un questionnaire portant sur les modalités de la dégressivité des subventions servies par l'AEFE. Le résultat de cette consultation permettra de retenir la formule adaptée aux attentes de la majorité des associations, qui ont toutes été appelées à s'exprimer. Elle prendra en charge la création d'un site FLAM institutionnel qui sera opérationnel dès la prochaine rentrée. Pour répondre aux demandes exprimées par les associations FLAM, l'AEFE et le CIEP ont préparé en liaison avec le MAE une convention afin que les associations FLAM qui le souhaitent puissent être accompagnées dans le choix de certifications du CIEP adaptées à leurs différents publics et que puissent être éventuellement proposées des formations CIEP spécifiques à leurs intervenants.
- **Demandes de Jean-Daniel Chaoui.** Les permanentes prévoient dès l'envoi de la prochaine newsletter un lien supplémentaire dans la rubrique « Liens » pointant vers la page « Groupe Français du monde-adfe à l'AFE » de notre site. Il n'est pas possible de faire figurer des liens vers les sites de chaque conseiller. Parallèlement, Jean-Daniel Chaoui appelle le siège à signer la pétition contre la fermeture du lycée français de Diego Suarez. Le Bureau national ne souhaite pas prendre position compte tenu des effectifs du lycée et souhaite laisser chacun libre de signer ou non cette pétition. Il note que la sénatrice Claudine Lepage qui siège au CA de l'AEFE a pris position.
- **Européens dans le monde.** Cette organisation dont Français du monde-adfe est membre a adressé un courrier disant que la dernière cotisation n'avait pas été versée, ce que Michèle Bloch vérifiera, et demandant de solliciter l'UFE pour adhérer à nos côtés. Monique Cerisier ben Guiga répondra que le BN ne souhaite pas continuer à adhérer.
- **Richard Alvarez.** Il voudrait faire valoir que la plainte qu'il a déposée en justice suspend son exclusion de l'association mais l'avocat de Français du monde-adfe a confirmé que ce n'était pas le cas.
- **Otages du Monde.** Monique Cerisier ben Guiga a été contactée par Françoise Larribe, enlevée en même temps que son mari au printemps 2010, libérée parce qu'elle était malade. Depuis deux ans, les familles des otages au Niger n'ont pas souhaité médiatiser leur situation mais elles se rendent compte que les otages sont oubliés.

Elles déplorent le manque d'empathie des pouvoirs publics. Monique Cerisier ben Guiga a demandé à ce que les familles soient reçues par Laurent Fabius ou François Hollande avant Noël. Par ailleurs, Françoise Larribe propose un texte que Monique Cerisier ben Guiga signera en tant que sénatrice honoraire. Le Bureau national donne son accord pour une signature au nom de Français du monde-adfe. Le texte sera publié sur notre site. Il faudrait, si Françoise Larribe en était d'accord, le transformer en « pétition en ligne » et le proposer à la signature de tous les Français de l'étranger.

- **Jean-Jacques RATEAU.** Ce conseiller du groupe Français du monde-adfe à l'AFE a adressé une lettre aux Français via la liste électorale consulaire de Belgique disant qu'il était contre le mariage pour tous. Cette lettre dans laquelle il appelle à manifester aux côtés de l'Eglise catholique comporte l'en-tête officiel AFE. La section de Belgique a réagi sans attendre en suspendant Jean-Jacques Rateau de son CA. Il semblerait que le parti radical l'ait suspendu. Gérard Martin souligne la gravité du sujet et la nécessité d'adopter une position à l'unanimité du Bureau national. Le Bureau national décide d'adresser un courrier à Jean-Jacques Rateau pour lui faire part de sa totale réprobation vis-à-vis de sa démarche, même s'il est libre de s'opposer au mariage pour tous à titre personnel. Copie de cette lettre sera adressée à la section Belgique. Le Bureau national adopte également à l'unanimité le texte d'un communiqué qui sera mis en ligne sur le site internet de l'association et diffusé le plus largement possible, y compris au magazine Têtu qui a publié un article suite à la lettre envoyée par Jean-Jacques Rateau. Il décide de ne pas procéder à l'exclusion de Jean-Jacques Rateau, ce qui lui paraît être une mesure trop autoritaire et excessive dans une association qui veille au respect de la liberté de pensée et d'expression dans ses rangs

11) Conférence Skype avec Lucien Bruneau.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h30.